

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE

GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES

Conseil Régional
Réunion du 15- 16 décembre 2011

Intervention liminaire de Gaëlle Abily

Monsieur le Président,
Cher-es collègues,

En mai 2009, certains d'entre nous s'étaient retrouvés dans cet hémicycle pour adopter un ensemble de mesures contre la crise. Nous étions particulièrement inquiets pour l'économie régionale et le Conseil régional s'était fortement mobilisé pour tenter d'amoinrir les effets de cette crise.

D'après de nombreux commentateurs, 2010 s'annonçait comme l'année de l'amélioration de l'économie. Belle amélioration ! La crise est bien là et la vie des gens en général s'est aggravée depuis 2009.

Sur un an, en Bretagne, la hausse du nombre de chômeurs approche les 5,4 %, soit 6 000 demandeurs d'emplois supplémentaires ; augmentation légèrement supérieure à la moyenne nationale. Sans oublier celles et ceux qui sortent de l'emploi sans être comptés dans les chiffres du chômage ; l'auto-censure est un phénomène qui se répand.

Rien qu'entre octobre et novembre 2011, 2 260 personnes, en Bretagne, se sont inscrites à Pôle Emploi. Nationalement, nous atteignons les plus mauvais chiffres du chômage depuis 1999.

Les jeunes, les seniors, les femmes sont en première ligne ; et le chômage de longue durée est en forte hausse. La dégradation du marché du travail passe, en premier lieu, par la fin des CDD et la fin des missions d'intérim ; en soient les personnes déjà les plus précaires.

Les perspectives qu'on nous propose pour les mois à venir ont pour nom « la rigueur », « la dette » et la menace des agences de notation.

Le plus dur est donc à venir, ce qui n'est pas sans générer de très vives inquiétudes et un terrible sentiment d'impuissance face à des décisions qui seraient, nous dit-on, inéluctables.

D'ailleurs, PSA vient d'annoncer le détail de ses suppressions d'emplois. Le site de PSA Rennes est parmi les plus touchés : 147 postes seront supprimés sur les sites de production et 79 concernant la recherche et le développement.

Nous y reviendrons sûrement mais, comme l'a déjà dit mon collègue Eric Berroche, nous contestons la stratégie de PSA qui s'est traduite, depuis plusieurs années, par la suppression de plusieurs milliers d'emplois à La Janais et par un impact important sur les sous-traitants bretons.

Outre qu'il est nécessaire que les élus fassent entendre leurs colères, il nous faut également revendiquer d'autres choix, faire émerger de l'espoir et assurer la prééminence des actes politiques sur les choix économiques. « L'économique » ne peut pas tout, le développement humain est affaire de politique.

Les interventions récentes du Conseil régional de Bretagne vont dans ce sens. Revenons sur quelques unes d'entre elles.

Face aux difficultés que rencontrent les PME/TPE de notre territoire pour accéder à l'emprunt, Monsieur le Président, vous avez décidé de renforcer le fonds de garantie régional.

Nous sommes favorables à cette démarche permettant de privilégier l'effet levier à l'effet d'aubaine induit par les aides directes.

Nous partageons l'idée que les PME/TPE sont un élément déterminant de l'économie bretonne notamment pour leurs potentialités d'emplois. Ainsi, assurer le mouvement de cessions d'entreprises sera évidemment vital. Dans les 10 ans, près de 7 000 PME, soit une sur deux, représentant 140 000 emplois directs seront à transmettre en Bretagne. Il s'agit de ne pas rater ce tournant.

Cependant, il est particulièrement choquant de constater que les importantes ressources du système bancaire ne sont plus mobilisées pour financer l'économie réelle et donc l'emploi et la formation. Il est vraiment temps d'inverser cet état de fait pour mettre en place des politiques plus justes et plus efficaces.

Au-delà, le Conseil régional se mobilise en soutenant le tissu industriel breton. J'évoquerai la situation de la SOBRENA à Brest, en redressement judiciaire.

Le Conseil régional de Bretagne, propriétaire du port de Brest, s'est particulièrement impliqué sur ce dossier. Il s'est dit prêt à examiner toutes propositions permettant de pérenniser le premier site de réparation navale civile de France, il s'est engagé à tout mettre en œuvre pour favoriser la venue de nouveaux navires.

Les enjeux sont nombreux.

Je pense évidemment aux 237 salariés de la SOBRENA dont l'excellence professionnelle est reconnue, mais également aux 700 à 800 emplois directement menacés sur le port.

L'enjeu est également industriel. Ce n'est pas seulement Brest, le Finistère voire la Bretagne qui sont concernés.

En effet, les infrastructures présentes sur le port de Brest sont uniques en France : la forme de radoub n°3 est la seule en fonctionnement dans l'hexagone.

A travers la SOBRENA, se joue l'avenir de la réparation navale au plan national. Ceci impose que l'Etat précise sa stratégie industrielle en matière de réparation navale.

La mobilisation pour maintenir l'activité de réparation navale doit donc être à la hauteur du caractère exceptionnel du site brestois. Je sais, Monsieur le Président qu'avec Gérard Lahellec vous vous êtes mobilisés sans relâche ces dernières semaines.

L'annonce récente d'un grand projet de développement du port de Brest participe pleinement à conforter l'ensemble des activités portuaires présentes dont la réparation navale.

Cet investissement d'un montant de 134 Millions d'euros sur 3 ans est un signe fort renvoyé aux possibles repreneurs de la SOBRENA comme aux armateurs qui nous l'espérons, feront bientôt rentrer des bateaux.

Oui, il nous faut conforter nos atouts industriels, préserver l'emploi et pourquoi ne pas en créer ? C'est le sens de la création d'une filière industrielle des énergies marines.

Outre que ce projet permettra d'atteindre nos objectifs du Pacte électrique breton en diversifiant notre bouquet énergétique, l'idée est bien de créer une nouvelle filière industrielle des énergies. 500 emplois minimum pourraient être créés.

Nous n'avons pas tous les jours l'occasion d'évoquer l'éventualité de créer une filière industrielle sur notre territoire car la France n'a plus, depuis bien longtemps, de stratégie industrielle.

Pourtant, c'est bien l'industrie qui est au cœur de la création de production des richesses et de l'emploi. Mais, encore faut-il y croire ? Et se donner les moyens d'une grande ambition publique en la matière.